

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 16/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**Carrière de Saint Bonnet de Mure  
69720 ST BONNET DE MURE**

Références : UD-R-SSDAS-22-302-YG  
Code AIOT : 0006101463

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 de l'établissement carrière de St Bonnet de Mure implanté « Les Brosses » 69720 SAINT BONNET DE MURE . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Carrière de ST BONNET DE MURE
- Carrière des « Brosses » 69720 ST BONNET DE MURE
- Code AIOT : 0006101463
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière de Saint Bonnet est autorisée par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2012 modifié par les arrêtés préfectoraux du 29 octobre 2015 et 09 juin 2016 à exploiter une carrière alluvionnaire.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale relative au plan de gestion des déchets d'extraction (PGD)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, annexe I	/	Lettre Préfectorale
6	Remblayage par des déchets inertes externes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021 article 6	/	Lettre Préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déchets concernés par le plan de gestion des déchets d'extraction (PGD)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, annexe 1	/	Sans objet
3	Déchets d'extraction non inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, annexe I		Sans objet
4	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis		Sans objet
5	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, articles 11.5 et 16 bis	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'Inspection constate que le Plan de Gestion des Déchets issu de l'extraction est rédigé et mis en œuvre par l'exploitant.

Toutefois, elle note également des points à améliorer concernant la transmission de ce dernier et dans la vérification du caractère inerte des déchets d'extractions. Elle indique à l'exploitant de bien transmettre à chaque mise à jour le document à Monsieur le préfet du Rhône et de compléter son plan de gestion des déchets sur la partie relative au floculant en transmettant les données relatives à ce dernier et en procédant à la mise à jour du document.

Enfin l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant l'obligation concernant la mise en place du registre Chronologique prévu par l'arrêté du 31 mai 2021 depuis le 01<sup>er</sup> janvier 2022 et que la transmission du registre chronologique tenu à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 devra être versé au RNDTS d'ici le 1<sup>er</sup> mai 2023 .

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déchets concernés par le plan de gestion des déchets d'extraction (PGD)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Durée de stockage des déchets d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ne sont pas concernés par le PGD : <ul style="list-style-type: none"><li>- les déchets replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux, telles que la création de voies d'accès pour des machines, de rampes de roulage, de cloisons, de merlons ou de bermes ;</li><li>- les déchets dangereux stockés &lt; 6 mois</li><li>- les déchets non inertes non dangereux stockés &lt; 1 an</li><li>- les déchets inertes, les déchets non dangereux et les terres non polluées stockées &lt; 3 ans</li></ul> Attention pas de durée mini pour les stockages de catégories A (voir plus loin).
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son plan de gestion des déchets d'extraction remis à jour en novembre 2022. Les déchets identifiés correspondent aux terres de découvertes, aux déchets solides ou semi-solides issue de l'exploitation du gisement ( Fragment grossiers sableux ou argileux des matériaux ) ,des boues de décantation naturelle et des stériles et autres déchets provenant du lavage des matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Déchets d'extraction inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Vérification du caractère « inerte » des déchets d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Caractérisation de l'inertie des déchets :            - annexe I de l'AM du 22/09/1994            - circulaire du 22/08/2011</p> <p>Annexe I : a) pas de désintégration ni dissolution, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;            b) teneur maximale en soufre sous forme de sulfure <math>\leq 0,1 \%</math>,            ou            déchets avec teneur maximale en soufre sous forme de sulfure <math>\leq 1 \%</math> et le ratio de neutralisation <math>&gt;3</math>, (essai statique prEN 15875) ;            c) pas de risque d'autocombustion et pas inflammables ;            d) teneur en métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn) suffisamment faible ;            e) pratiquement pas de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine – exemple : floculants (inertes si monomère <math>&lt; 0,1 \%</math> dans polyacrylamide) .</p> <p><b>Constats :</b> Les déchets concernés par le PGD rentrent dans le cadre de l'annexe I de l'AM du 22/09/1994 et de la circulaire du 22/08/2011. En conséquence, ils sont considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques.            L'exploitant a transmis les caractéristiques du floculant utilisé ( Attestation de teneur en Acrylique ,Fiche de données techniques et Fiche de sécurité )            L'inspection des installations classées indique à l'exploitant que la fiche de sécurité et la fiche de données techniques ne concerne pas le même floculent. Et que l'attestation de teneur en Acrylamide est une proposition de spécification et ne mentionne pas clairement la teneur du produit utilisé.            En outre le PGD dans son article 3.71 ne mentionne pas le nom du floculant utilisé.</p> <p>L'exploitant a également étudié le risque de drainage acide en effectuant les analyses d'eau des bassins de décantation et des piézomètres entourant le site, cette étude conduit à écarter le phénomène de drainage acide sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> L'exploitation transmettra sous 1 mois, l'attestation de teneur en Acrylamide du floculant et effectuera la mise à jour de son PGD.

## N° 3 : Déchets d'extraction non inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Vérification de la présence de déchets non inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Attention si présence :            - marnes pyriteuses (teneur en soufre/ sulfures) pour l'industrie du ciment ou des carbonates naturels : calcimétrie à prévoir pour détermination du potentiel de production acide            - boues issues du traitement des eaux d'exhaure (métaux), a priori non inertes            - gypse ou anhydrite (sulfate) pour la production de plâtre, a priori non inertes            → si non inertes, prévoir classement 2720</p> <p><b>Constats :</b> Aucun déchet recensé ci-dessus n'est présent sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : PGD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'un PGD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'IIC le PGD remis à jour en Novembre 2022. L'IIC rappelle que le PGD doit être transmis à M. le Préfet à chaque mise à jour .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : PGD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 et 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du PGD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 11.5. Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation des carrières :  Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.  16bis Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li><li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li><li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de l'analyse documentaire, l'IIC a constaté que le PGD contient l'ensemble des éléments mentionnés ci-dessus
<b>Type de suites proposées :</b> sans suites
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

## N° 6 : Remblayage par des déchets inertes externes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du registre concernant les déchets, terres excavées et sédiments
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception</li><li>- la nature et la quantité des apports</li><li>- l'origine des apports (producteur, SIRET, référence cadastrale du terrain)</li><li>- le traitement effectué (recyclage, valorisation par remblayage...)</li></ul>
<b>Constats :</b> Le remblayage de déchets inertes externes est effectué par la société SEEM TP, titulaire de l'exploitation de la carrière située en bordure est. Ce remblayage vise à reconstituer le chemin communal faisant suite à l'extraction de la bande des 10 m limitrophe entre les deux carrières. Le registre chronologique est donc réalisé par la société SEEM TP qui transmet les informations à Lafarge Granulats.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le registre chronologique prévu par l'arrêté du 31 mai 2021 pour la partie de la zone de remblayage se situant sur son périmètre d'exploitation L'inspection rappelle à l'exploitant que la transmission de ce registre chronologique devra être effectuée à partir de 2023 par versement sur le RNDTS.